

Alice JANOT

T: 04 342 30 50
F: 070 22 52 22
E: a.janot@elegis.be
Bureau(x): Liège

Langue

Français
Anglais

Diplômes et titres académiques

Master en droit économique et social (obtenu avec grande distinction à l'ULiège)

Autres activités professionnelles

Collaboratrice scientifique à l'Université de Liège
Assistante à l'Université de Liège, Service de droit social (depuis 2022)

Société professionnelle

Membre d'elegis - LEB S.R.L., société d´avocats (B.C.E. 0828.991.001)

Collabore avec

Rodrigue CAPART, Michel STRONGYLOS

Publications

Alice JANOT, "Les enquêtes internes en entreprise. Relecture de l'arrêt de la cour du travail de Mons à la lumière de la loi du 18 mai 2024", J.L.M.B., 2025/38, pp. 1682-1687

Rodrigue CAPART, Alice JANOT, "L'employeur qui invoque la démission du travailleur doit être en mesure de la prouver", SocialEye, novembre 2025

Alice JANOT, Michel STRONGYLOS, "Importance de l'écoulement du temps entre les faits reprochés et le licenciement en matière de discrimination sur la base de l'état de santé", SocialEye, novembre 2024

Alice JANOT, Rodrigue CAPART, "Vie sentimentale et vie professionnelle ne font pas toujours bon ménage", SocialEye, juillet 2024

Rodrigue CAPART, Alice JANOT, "Vie sentimentale et vie professionnelle ne font pas toujours bon ménage", SocialEye, juillet 2024

Alice JANOT, Rodrigue CAPART, Sanction de mise à pied: quel est le contrôle juridictionnel autorisé?

Alice JANOT, Michel STRONGYLOS, "Débauchage de personnel et motif grave: quelles limites?", SocialEye, 2023 ;

Alice JANOT, "Le régime des titres-services : vers une protection sociale à part entière", Revue de la Faculté de Droit de l'Université de Liège, 3, pp. 419-435 ;

Alice JANOT, Kéfer, F., Linguelet, R., "L'assouplissement du marché du travail : horaires et régimes de travail, droit à la déconnexion et contrats successifs". In J. Clesse, F. Kéfer, ... Q. Detienne, Questions actuelles de droit social (pp. 221-295). Liège, Belgium: Anthemis.

Alice JANOT, "L'autonomie des volontés et la liberté contractuelle confrontées au principe d'égalité et de non-discrimination dans la formation de la relation de travail". Revue de Jurisprudence de Liège, Mons et Bruxelles, (2023/10), pp. 429-432 ;